

**Climat - Le gouvernement salue la
conclusion d'un accord
international pour la réduction des
émissions de gaz à effet de serre du
transport maritime - Communiqué
du ministère de la transition
écologique et solidaire
(Paris, 16 avril 2018)**

Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire et Elisabeth Borne, Ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports saluent l'adoption par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des navires en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris.

Le transport international contribue actuellement entre 2 % et 3 % des émissions d'origine anthropique de CO₂ au niveau mondial. Si rien n'avait été entrepris, ses émissions auraient pu augmenter de 50 à 250% d'ici 2050.

L'accord au sein de l'OMI vise à :

- la réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre (à la tonne par kilomètre) par les navires d'ici 2030, tout en poursuivant l'action menée pour atteindre 70% d'ici à 2050,
- la réduction du volume des émissions d'au moins 50% en 2050 par rapport à 2008, tout en poursuivant l'action vers la décarbonation totale du transport maritime.

La France s'est fortement mobilisée dans l'atteinte de ce résultat. A l'occasion du One Planet Summit qui s'est tenu le 12 décembre dernier à l'initiative du Président de la République, de nombreux Etats (désormais au nombre de 48) s'étaient engagés autour de la déclaration "Tony deBrum", du nom du regretté Ministre des Affaires étrangères des Iles Marshall. Cette déclaration appelait à une négociation ambitieuse, dès ce mois d'avril.

Le transport maritime est le seul secteur avec le transport aérien dont la contribution à la limitation du réchauffement de la planète prévue dans le cadre de l'Accord de Paris se négocie directement au niveau international.

"Cet accord fournit le signal attendu pour que le secteur maritime joue enfin pleinement son rôle dans l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. C'est un signal positif pour l'ensemble des autres secteurs. D'ici une quinzaine d'année tous les nouveaux navires devront être "zéro émissions ou presque, ce qui marque une vraie rupture " déclare Nicolas Hulot. La trajectoire

proposée est compatible avec l'augmentation des températures de 1,5° à 2°C, et pourra être révisée à la hausse, à la lumière des dernières évaluations scientifiques.

La France se félicite que l'OMI ait su se montrer à la hauteur de l'enjeu. L'adoption de cette stratégie initiale est une étape essentielle, mais la mobilisation doit se poursuivre. Les Etats au sein de l'OMI doivent désormais élaborer au plus vite les mesures juridiquement contraignantes nécessaires à l'atteinte de ces objectifs. La France souhaite que ce travail puisse être engagé dès novembre prochain. Aucun levier d'action ne doit être exclu, que ce soit l'amélioration de l'efficacité énergétique des navires, la réduction de leur vitesse, le déploiement de carburants à basse émission et zéro carbone ou encore la mise en place de mécanismes de marché.

Le gouvernement associera très étroitement les armateurs et la filière navale à l'élaboration de ces mesures.

Pour Elisabeth Borne: "Le transport maritime apporte sa contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons réussi à démontrer que nous pouvions obtenir un accord de haut niveau dans un cadre multilatéral, celui de l'Organisation maritime internationale. Nous continuerons à travailler en ce sens, avec un cap clair : la décarbonation des transports" ./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)